

Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 27 Novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLITOP

Le Bois des Blettes
85410 Saint-Cyr-Des-Gâts

Références : D 25.0502
Code AIOT : 0006301546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2025 dans l'établissement SOLITOP implanté Le Bois des Blettes 85410 Saint-Cyr-des-Gâts. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLITOP
- Le Bois des Blettes 85410 Saint-Cyr-des-Gâts
- Code AIOT : 0006301546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SOLITOP est autorisée par arrêté préfectoral du 28 février 2017 à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux sur la commune de Saint Cyr des Gats. L'autorisation de stockage est de 50 000 t/an de déchets pouvant subir une étape de stabilisation dans l'usine présente sur le site.

Un nouvel arrêté préfectoral du 30 mai 2024 autorise une extension du site avec la création de nouveaux casiers de stockage. Certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral précédent restent en vigueur jusqu'à la mise en service de ces nouveaux casiers.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principe général d'implantation	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.1	Sans objet
2	Casiers de stockage - superficie maximale	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.2	Sans objet
3	Casiers de stockage - drainage de fond	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.2	Sans objet
4	Barrière passive	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.3	Sans objet
5	Barrière active	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.4	Sans objet
6	Réseau de drainage	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.5	Sans objet
7	Collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.6.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Collecte des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.6.2	Sans objet
9	Bassins de collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/05/2025, article 9.2.3	Sans objet
10	Bassin de collecte des eaux souillées (dont lixiviats)	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.2.5	Sans objet
11	Piézomètres de surveillance	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.4.1	Sans objet
12	Suppression d'anciens piézomètres	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la réception du premier casier C1 prévu suite à l'extension du site autorisée par l'arrêté préfectoral n°2024-DCPATE-187 du 30 mai 2024. Pour cela, l'exploitant a communiqué au préalable un dossier technique complet, et un complément, établis par le bureau d'étude spécialisé Setec Energie Environnement.

Ce document intègre les informations techniques et contrôles réglementaires ayant permis la réalisation des ouvrages suivants :

- > nouvelle zone d'exploitation, comprenant le premier casier C1 destiné à l'enfouissement des déchets dangereux,
- > bassin BLX1 pour la gestion des futurs lixiviats de ce casier C1,
- > bassins de gestion des eaux pluviales de la zone Sud en extension,
- > voiries d'accès à ce nouveau casier.

L'examen de ces documents, la visite de terrain, et le complément transmis portant sur la gestion des lixiviats permettent la validation de la bonne réalisation des travaux.

L'inspection ne s'oppose pas à la mise en service de ce premier casier C1 de la nouvelle zone d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principe général d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.1
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : Article 3.9.1 - Principe général d'implantation Le contexte géologique et hydrogéologique de l'installation de stockage doit constituer une barrière de sécurité passive. L'aménagement du site est réalisé de telle façon que cette barrière ne soit pas sollicitée. Un dispositif de drainage incluant à sa base une géomembrane constitue un niveau de sécurité active. La zone d'exploitation est à plus de 200 mètres de toute habitation, établissement recevant du public ou zone destinée à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. la zone d'exploitation doit être implantée et aménagée de telle sorte que : > son exploitation soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes ; > elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires

suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.

Constats :

Le dossier de demande d'autorisation avait validé le contexte géologique et hydrogéologique de la nouvelle zone d'exploitation. La zone étudiée présentait des perméabilités moyennes in situ de $3,23 \cdot 10^{-7}$ m/s, nécessitant que les terrains soient remaniés intégralement.

La nouvelle zone d'exploitation, incluant le premier casier C1, est amenée à l'endroit prévu par le dossier de demande d'autorisation. L'étude d'impact indiquait que les habitations les plus proches sont situées à 280 m au sud-est, soit encore plus éloignée de la zone d'exploitation.

Le nouveau casier C1 est donc bien située à plus de 200 mètres de toute habitation.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Casiers de stockage - superficie maximale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.2

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 3.9.2 - Casiers de stockage - spécificités

L'exploitant est autorisé à créer 9 casiers de stockage de déchets dangereux. Chaque casier a une surface en fond inférieure à 10 000 m².

(...)

Constats :

Le dossier technique des ouvrages exécutés ne mentionne pas la surface du casier C1 construit. Lors de la réunion d'échange en salle, le maître d'œuvre a confirmé que cette surface était inférieure à 10 000 m² (en calculant depuis le logiciel de DAO une surface de 6 932 m²).

Ce constat est conforme, mais l'inspection préconise de mentionner les surfaces des ouvrages réalisés dans les futurs dossiers techniques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Casiers de stockage - drainage de fond

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.2

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 3.9.2 - Casiers de stockage - spécificités

(...)

Le périmètre de la zone d'exploitation est aménagé avec une tranchée drainante dont le fond sera implanté au moins à 1 mètre sous la côte de fond de la barrière passive décrite à l'article 3.9.3 ci-après. Une géomembrane et un géocomposite de drainage sont implantés dans le sol entre le niveau du sol et cette tranchée drainante, inclinés vers l'extérieur de la zone d'exploitation pour rabattre toute arrivée d'eau potentielle vers le drainage. Ces eaux sont dirigées directement vers le milieu naturel au niveau du point de rejet Sud.

Constats :

L'annexe 7 du dossier technique contient une coupe de la tranchée drainante prévue dans la demande d'autorisation et dans l'arrêté préfectoral.

Cette tranchée a été mise en place sur une partie de la zone d'exploitation (actuellement jusqu'au futur casier C3). Elle sera prolongée à l'avancement de l'aménagement de la zone.

La mise en place de la tranchée drainante a été réalisée par TINEL pour les terrassements et par GALOPIN pour les géosynthétiques. Elle se compose des éléments suivants :

> Complexe d'étanchéité côté casier, du haut vers le bas :

* Géotextile de protection 800 g/m² (NOVINTISS) en protection au-dessus de la géomembrane en talus et en fond de tranchée ;

* Géomembrane PeHD 1.5 mm (ATARFIL) sur l'ensemble de la surface à étancher, en talus et sous la tranchée drainante ;

* Géotextile 500 g/m² (NOVINTISS) en protection sous la géomembrane ;

> Complexe d'étanchéité côté talus extérieur, du haut vers le bas :

* Géotextile 500 g/m² (NOVINTISS) en protection sur la géomembrane en talus et jusqu'à la tranchée drainante ;

* Géomembrane PeHD 1.5 mm (ATARFIL) en talus, jusqu'à la tranchée drainante ;

* Géocomposite de drainage EnkaDrain (FREUDENBERG PM) en talus, jusqu'à la tranchée drainante ;

> Drain Ø200 ;

> Matériaux drainants 80/120.

Cette tranchée n'est pas visible sur le terrain, mais l'inspection a bien constaté le point de relevage situé au Sud-Ouest du casier C1, avec sa pompe de relevage dirigeant les éventuelles eaux vers le milieu naturel (zone humique voisine).

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Barrière passive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.3

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 3.9.3 - Barrière passive

Le niveau de sécurité passive est constitué soit du terrain naturel en l'état, soit du terrain naturel remanié d'épaisseur minimum 5 mètres. La perméabilité de cette formation géologique est inférieure ou égale à 1.10⁻⁹ m/s.

L'épaisseur de 5 mètres doit être effective sur la totalité de l'encaissement après la prise en compte de tous les travaux d'aménagement.

Suite aux conclusions des études géologique et hydrogéologique réalisées dans le cadre de la demande d'autorisation (Rapport ECOGEOS, Avril 2022) et ses annexes et validées par le tiers expert, l'exploitant procède à la reconstitution intégrale de la BSP à partir de matériaux naturels remaniés, traités présents sur le site ou par apport de matériaux extérieurs. Elle répond aux critères suivants :

> fond d'un casier : présente une couche de perméabilité $k \leq 1.10^{-9}$ m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur. ;

>flanc d'un casier : présente une perméabilité $k \leq 1.10^{-9}$ m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur, pris perpendiculairement à la pente du flanc. Il est autorisé de recourir, à partir de 5 m par rapport au fond de casier, à un dispositif équivalent dont l'épaisseur est au minimum de 50 cm.

L'épaisseur de 5 mètres doit être effective sur la totalité de l'encaissement après la prise en compte de tous les travaux d'aménagement.

La détermination du coefficient de perméabilité s'effectue selon des méthodes normalisées.

Des mesures et vérifications à l'aide de planches d'essais sont effectuées afin de vérifier si les objectifs de perméabilité sont atteints et une étude géotechnique confirme la stabilité de l'ensemble.

Constats :

PLANCHE D'ESSAI

Une planche d'essai a été réalisée par l'entreprise TINEL du 10 au 12/09/2024. Deux des forages réalisés sur la planche d'essai présentaient des perméabilités supérieures à l'objectif de 1.10^{-9} m/s. Dans la conclusion du rapport, SOCNA SOLS précisait que les tendances de mesure du coefficient de perméabilité sur les matériaux traités à 3 % étaient limites et qu'une variation importante de la teneur en eau était observée par endroit. Ce point a été pris en compte pour les travaux finaux.

FOND DE CASIER

La mise en place de la barrière passive, réalisée par la société TINEL et a été contrôlée par SOCNA Sols selon les référentiels suivants :

> NF X30-420 : Détermination du coefficient de perméabilité verticale d'un sol par essai à l'infiltromètre à simple anneau fermé.

> NF X30-424 : Détermination du coefficient de perméabilité d'un sol par essai d'infiltration à charge constante en forage.

Le terrain a été remanié sur une épaisseur de plus de 5 mètres et traité pour répondre à l'objectif de perméabilité de 5 mètres à 1.10^{-9} m/s. Le puits formant le point bas du casier présente un surcreusement d'un mètre et présente en dessous la même épaisseur en perméabilité.

Les mesures du coefficient de perméabilité des 46 essais en forage (norme NF-X30-424 - soit un total de 65 m linéaire de forage) et 37 essais en simples anneaux fermés (norme NF X30- 420) présentent des valeurs comprises entre $2,48.10^{-11}$ m/s et $9,99.10^{-10}$ m/s.

Pour obtenir la perméabilité réglementaire $\leq 1.10^{-9}$ m/s, les argiles ont été traitées à 3.5 % d'argile gonflante (bentonite) et portés à 36 % de teneur en eau.

Le fond du casier C1 a été réceptionné par la société GALOPIN le 01/07/2025. Le plan de récolement de la barrière passive mentionnant les épaisseurs réglementaires a été établi par le géomètre externe (cabinet Veronneau).

FLANCS

Les flancs ont été réalisés de la même manière que le fond de forme. Le bureau d'étude SOCNA SOLS a fourni les conformités de la perméabilité requise $\leq 1.10^{-9}$ m/s.

Le plan de récolement final de la BSP établi par TINEL le 9 septembre 2025 indique que l'épaisseur de 5 mètres des flancs (appelés parements dans le dossier) a bien été prise en compte. Ce plan contient de multiples coupes attestant de cette épaisseur pour les flancs Nord, Ouest et Sud bordant le casier C1.

Entre le casier C1 et le futur casier C2, l'exploitant a mis en place une diguette de 2 mètres de hauteur au-dessus de la BSP créée.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Barrière active

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.4

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 3.9.4 - Barrière active

Afin de faciliter le drainage des lixiviats, une géomembrane manufacturée, chimiquement compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard des caractéristiques géotechniques du projet, est installée sur le fond et les flancs de l'installation de stockage.

Cette géomembrane doit être immédiatement mise en place dès la fin de préparation du casier.

La géomembrane ne doit pas être considérée comme un élément intervenant dans la stabilisation des pentes naturelles ou artificielles sur lesquelles elle est mise en place.

La pente maximum d'une géomembrane sur talus ne doit pas dépasser 2 horizontal pour 1 vertical.

Dans le cas de pentes plus fortes, ne dépassant pas toutefois 1 pour 1, des dispositifs intermédiaires d'ancrage de la géomembrane doivent être installés par paliers de 10 mètres maximum sur la hauteur.

Dans tous les cas, le calcul de la stabilité des pentes est obligatoire.

Des vérifications de la qualité de la géomembrane et de la bonne réalisation de sa pose sont réalisées par un bureau de contrôle ou une société de vérification.

Constats :

La mise en place de la barrière active a été réalisée par la société GALOPIN. Elle se compose des éléments suivants (de bas vers le haut) :

> Géomembrane PEHD 2 mm HD-N 2.0 mm (ATARFIL), installée en fond et sur les talus du casier 01 et de la diguette assurant l'étanchéité active ;

> Géotextile de protection supérieur 1000 g/m² (VIGANO), placé en fond du casier 01 et au niveau de la diguette assurant la protection de la géomembrane ;

> Géocomposite de drainage DRAINTUBE 1000 FT1 D20 (AFITEXINOV), positionné au-dessus de la géomembrane en talus du casier 01 assurant le drainage des eaux (i.e. des lixiviats).

Le dossier précise les informations techniques sur les matériaux utilisés. Les ancrages des membranes sont réalisés en partie haute des digues périphériques par un creusement en U d'au moins 60cmx60cm de recouvrement.

La société SOCNA Sols a réalisé la mise en pression de 100 % des doubles soudures effectuées sur le PEHD. Pour les assemblages manuels, 100 % des extrusions ont été testés à la pointe sèche. Aucune anomalie n'a été détectée.

Le bureau d'étude Ecogeos a validé la stabilité des pentes du casier en s'appuyant sur le logiciel TALREN®6.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réseau de drainage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.5

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 3.9.5 - Réseau de drainage

Le réseau de drainage de fond doit être conçu dans le but de permettre la vidéo-inspection et l'entretien.

Le réseau de drainage de fond comprend un ou plusieurs drains par casier.

Le système drainant de fond est conçu de façon à ce que la charge hydraulique s'exerçant sur la géomembrane ne puisse dépasser 30 centimètres.

Il se compose, à partir du fond de l'installation de stockage :

> d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal ;

> d'une couche drainante composée de matériaux de nature non évolutive dans les conditions d'emploi et d'une perméabilité supérieure à 1.10⁻⁴ m/s, préalablement lavés, d'une épaisseur minimale de 50 centimètres par rapport à la perpendiculaire de la pente ;

> d'une couche filtrante. Cette couche est dimensionnée de manière à filtrer le passage vers la couche drainante des éléments fins de déchets ou de tout autre matériau qui peuvent pénétrer la couche drainante et de ce fait gêner le passage et l'écoulement des lixiviats.

Une protection particulière est intégrée entre la géomembrane et les éléments du système drainant par la mise en place d'un géotextile anti-poinçonnant. Celle-ci a pour but d'éviter le poinçonnement de la géomembrane. La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

Les flancs de l'installation de stockage doivent aussi être équipés d'un dispositif drainant adapté facilitant le cheminement des lixiviats vers le drainage de fond.

Une ou plusieurs galeries techniques ou tout autre dispositif équivalent dans lesquels débouchent tous les tuyaux de drainage sont réalisés en fond de site ou en périphérie externe du site. Ces ouvrages sont destinés à la surveillance et à l'entretien du système de drainage et doivent être accessibles à l'homme, dans le respect de la réglementation du travail, ou à tout outil approprié.

Leur mise en place doit faire l'objet d'études géotechniques afin de s'assurer de leur stabilité et de leur sécurité. Ces installations et leur dimensionnement doivent faire l'objet d'un contrôle qualité et de conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation, par un bureau de contrôle ou une société de vérification.

Constats :

Un réseau de canalisations en PEHD Drainant 200 mm, fenté 2/3, a été posé en fond du casier C1. Ce réseau dispose d'une pente dirigeant les lixiviats vers un puits surcreusé.

Un puits de lixiviats implanté au fond du casier C1, est composé des éléments suivants :

> Buse de puits en béton perforé diamètre 1000 mm

> Un système de vannages D200

> Un regard de vannages

Une cheminée d'accès a été mise en place. Au fond de cette cheminée, les lixiviats sont dirigés vers une canalisation à double peau traversant la digue Sud du casier.

Des matériaux drainants ont été mis en place au fond du casier (matériaux de carrière). Le bureau d'étude Socna Sols a joint au dossier la qualification de ces matériaux : caractéristique technique de résistance et mesure de perméabilité rendue le 28 août 2025 ($7 \cdot 10^{-2} \text{ m/s} \geq 1 \cdot 10^{-4} \text{ m/s}$). Le plan de récolement final du casier (Tinel du 2 octobre 2025) valide l'épaisseur minimale de 50 cm des matériaux drainants.

En complément, l'exploitant prévoit la mise en place d'un géotextile de protection 300 g/m² (VIGANO) en barrière filtrante sur massif drainant, et ceci à l'avancement de l'enfouissement des déchets.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.6.1

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 3.9.6.1 - Collecte des lixiviats

Le ou les collecteurs principaux de l'installation de stockage dirigent en permanence et si possible de façon gravitaire les lixiviats vers les réservoirs de stockage tampon des lixiviats.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats arrivent dans un ou plusieurs puisards largement dimensionnés et étanches d'où ils sont pompés automatiquement pour être rejetés ensuite vers les réservoirs de stockage tampon.

Les dimensions des puisards sont calculées en tenant compte d'une charge hydraulique maximale de 30 centimètres en fond de site et d'un pompage automatisé des lixiviats

Constats :

La collecte des lixiviats s'effectue de manière gravitaire depuis le point bas du casier, traversant la digue Sud, et rejoignant le bassin BLX1 prévu à cet effet.

Le positionnement du collecteur au point bas du casier se situe à l'intérieur du massif drainant, garantissant la non mise en charge de celui-ci.

Le dossier contient le plan de réalisation des réseaux.

Sur site, l'inspection a examiné chaque regard de collecte des réseaux.

Dans un des regards, le collecteur en T pour les casiers C1 et C2 n'était pas en place. La pièce était présente sur site, et volontairement non montée afin de gérer les eaux pluviales dans le fond du casier C1. Dans un courriel du 10 novembre 2025, l'exploitant a confirmé grâce à des photos la mise en place de cette pièce.



Suite à la mise en place de la pièce dans le collecteur, ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Collecte des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.6.2

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 3.9.6.2 - Collecte des eaux de ruissellement

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site, un fossé extérieur de collecte, largement dimensionné et étanche, ceinture l'installation de stockage sur tout son périmètre.

Les eaux de ruissellement recueillies dans ce fossé et les eaux ruisselant sur la couverture intermédiaire sont évacuées gravitairement vers un des bassins de stockage étanches décrits à l'article 9.2.3 permettant une décantation avant rejet dans le milieu naturel.

Constats :

Les eaux de ruissellement sont actuellement réduites à la collecte des eaux de la voirie périphérique de la zone d'exploitation incluant le casier C1. Un caniveau béton aérien longe cette voirie, et dirige les eaux vers le bassin de filtration, puis le bassin EP5.

Les eaux du bassin EP5 seront ensuite pompées et rejetées vers le milieu naturel.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bassins de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2025, article 9.2.3

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 9.2.3 - Collecte des eaux pluviales

Les eaux pluviales non en contact avec les déchets sont dirigées vers plusieurs bassins de gestion des eaux pluviales :

> Bassin EP1 (versant Nord) d'un volume minimal de 2 060 m³ ;

> Bassin plateforme (eaux issues de la plateforme de traitement de déchets minéraux) d'un volume minimal de 1 100 m³ en amont du bassin EP2 ;

> Bassin EP2 (versant « carrière ») d'un volume minimal de 3 690 m³ ;

> Bassin EP3 (versant Sud-Est) d'un volume minimal de 485 m³ ;

> Bassin EP4 (versant Sud) d'un volume minimal de 535 m³ ;

> Bassin de filtration

> Bassin EP5 (versant Sud-Ouest, et exutoires des bassins EP2, EP3 et EP4) d'un volume minimal de 3 810 m³ ;

Les bassins sont étanches.

Constats :

L'inspection s'est concentrée sur l'examen des bassins en lien avec l'ouverture du casier C1. Les bassins EP1, plateforme, et EP2 ne sont pas directement liés au casier C1.

Pour son fonctionnement, le site dispose des bassins suivants :

- Bassin de filtration
- Bassin EP5 de grande capacité. Ce bassin est équipé d'une pompe de relevage pour les rejets externes et de sondes d'analyse installées par l'exploitant (non vues lors de la visite).

Les bassins EP3 et EP4, prévus dans le secteur Sud, n'ont pas été construits. Selon le dossier de demande d'autorisation, le bassin EP3 devait collecter les eaux de la nouvelle voirie d'accès au Sud (non aménagée pour l'exploitation) et le bassin EP4 devait collecter les eaux de la nouvelle usine (non réalisée). Ces deux bassins ne sont pas indispensables pour la mise en service du casier C1.

Les nouveaux bassins créés sont étanches grâce à la pose de géomembranes PEHD, dont les contrôles de pose sont indiqués dans le dossier technique.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bassin de collecte des eaux souillées (dont lixiviats)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.2.5

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 9.2.5 - Collecte des eaux souillées (dont lixiviats)

Les eaux souillées sont collectées dans les bassins ayant les capacités de stockage minimales suivantes :

- > lagune 1 : 800 m³ : eaux identifiées comme souillées
- > lagune 2 : 350 m³ : eaux des anciens casiers DIS1 à 3
- > lagune 3 : 2 200 m³ : eaux des anciens casiers DIB/OM 1 à 4
- > lagune 4 : 850 m³ : eaux de surverse de la lagune 3
- > lagune 5 : 1 300 m³ : eaux de la lagune 4 (par pompage après passage par le silo de charbon actif)
- > bassin BLX1 : 2 000 m³ : lixiviats des nouveaux casiers ISDD
- > bassin BLX2 : 2 000 m³ : lixiviats des nouveaux casiers ISDD
- > bassin de la plateforme : 1100 m³ : eaux de ruissellement issues de la plateforme de traitement de déchets minéraux

Les bassins BLX1 et BLX2 sont étanches et conçus pour résister à l'action chimique des effluents. Ils seront conçus de la manière suivante :

- > 1 m de matériaux de perméabilité inférieure ou égale à 10⁻⁹ m/s (ou équivalent) ;
- > une géomembrane.

(...)

Constats :

Certaines lagunes étaient déjà existantes sur la précédente exploitation. Avec l'ouverture du casier C1 sur la nouvelle zone d'exploitation, l'inspection a principalement constaté la mise en service du bassin BLX1 destiné à recueillir les futurs lixiviats.

Ce bassin présente un volume de 2 750 m³ supérieur au volume défini dans l'arrêté préfectoral.

Le dossier technique transmis contient les informations sur les travaux réalisés pour sa conception, à savoir :

> la constitution d'une barrière passive en argile reconstituée avec une perméabilité de 1.10^{-9} m/s sur 1 mètre d'épaisseur. Les mesures du coefficient de perméabilité des 6 essais en forage (norme NF X30-424) et 8 essais en simples anneaux fermés (norme NF X30- 420) présentent des valeurs comprises entre $8,50.10^{-11}$ m/s et $9,73.10^{-10}$ m/s ;

> la pose d'une géomembrane en PEHD selon la pose suivante : Géocomposite de drainage inférieur, Géomembrane PEhd - 1,5 mm d'épaisseur, Géocomposite de protection supérieur - 500 g/m² en fond et rampe d'accès.

Le bureau d'étude Socna Sols a attesté la mise en place des barrières passives et actives pour ce bassin.

La pose d'une canalisation reliant ce bassin BLX1 vers la lagune 2 est en cours. La lagune 2 sert ensuite à alimenter le process de stabilisation des déchets. L'exploitant a indiqué qu'en cas de besoin, le recours à un pompage par citerne reste également possible. Pour autant, ce bassin est fonctionnel.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Piézomètres de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.4.1

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 9.4.1 - Piézomètres de surveillance

L'exploitant installe autour du site un réseau de mesure de la qualité des eaux souterraines constitué de piézomètres dont le nombre, la profondeur, la disposition et la fréquence de prélèvement sont déterminés sur la base des données de figurant dans l'étude d'impact.

En l'occurrence, au moins 10 piézomètres de surveillance sont implantés autour du périmètre de l'autorisation.

Les têtes de puits sont protégées contre toute intrusion extérieure en tenant compte de la norme Afnor NF X 31-614.

Les piézomètres sont repérés comme suit, et sont indiqués en annexe 3 du présent arrêté :

> Piézomètres amont : PZ4.2 - PZ12 - PZ4

> Piézomètres latéraux : PZ3 - PZ3.2

> Piézomètre central : PZ2

> Piézomètres avals : PZ1 - PZ10 - PZ5.2 - PZ8

Constats :

Le dossier technique mentionne la position des piézomètres nécessaires prévus dans le cadre du suivi de l'exploitant du site (piézomètres historiques et nouveaux).

L'inspection a constaté par sondage le bon emplacement du piézomètre PZ8 dans le secteur Sud-Est du site.

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suppression d'anciens piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.4.2

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 9.4.2 - Suppression d'anciens piézomètres

Les piézomètres créés dans le cadre de l'élaboration de la demande d'autorisation sont rebouchés ou sécurisés conformément à la réglementation en vigueur, ainsi qu'à la norme NF X 10-999. Cette disposition s'applique également aux piézomètres mis à l'arrêt définitif.

Le comblement vise à pérenniser l'étanchéité initiale entre les différents aquifères traversés ainsi qu'à prévenir toute pollution de ces aquifères à partir de la surface.

Constats :

Le dossier technique contient les informations concernant le comblement de deux piézomètres situé respectivement sous un des bassins à construire et dans l'emprise des futurs casiers de stockage.

Le comblement réalisé a été effectué selon les règles de l'art, à savoir un lit de sable et d'argile gonflante (Sobranite 4 à 5mm en billes d'argile) comme prévu au point 18.2.2 de la norme NFX10-999). Les fiches techniques établies par la société Tinel attestent de ces comblements.

Ce point ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique



Casier C1



Voirie périphérique en cours de finition



Bassin BLX1 (présence d'eau pluviale à évacuer)



Bassin EP5 (eaux pluviales)